

ÉMILY HOYOS

# « Mieux que la relance, la reliance »

Aux commandes d'Écolo avec Olivier Deleuze depuis quelques mois, Emily Hoyos conçoit l'activité politique comme le prolongement des initiatives citoyennes. Au cœur de la crise, cette jeune maman de 35 ans reste optimiste. Mais sans naïveté.



© Magazine L'appel - Olivier CALICIS

**V**otre prise de fonction de présidente du Parlement wallon, en 2009, a marqué une rupture dans les habitudes.

*Vous étiez consciente de la dimension symbolique liée à votre arrivée: une femme, enceinte puis jeune maman...*

– Je savais que j'incarnais quelque chose. À l'époque, certains membres du Parlement – une minorité, j'insiste! – véhiculaient l'image de la « malgouvernance » wallonne. Dès mon entrée en fonction, j'ai reçu des courriers de citoyens me disant: « *ce que vous faites est formidable* ». Je n'avais encore rien fait ! Mais ma responsabilité n'était pas simplement d'être le support d'un changement d'image. Je ne suis pas du style à me laisser « réduire » à un statut symbolique. Quand je suis arrivée, je m'y attendais, les collègues m'ont un peu testée. Ils devaient se demander si j'étais un gadget ou pas. Je nous ai donc laissé quelques mois pour nous apprivoiser et nous avons pu travailler sérieusement. Dans les pratiques, par la qualité des débats, l'ouverture vers la société civile, le Parlement devait se montrer au rendez-vous de la vie politique du moment. Durant ces trois années, j'ai beaucoup appris. C'est une fonction très rare en politique : on n'est ni dans la majorité, ni dans l'opposition. Le boulot est de créer du consensus. Avoir eu l'occasion, à trente-deux ans, d'entrer dans la fonction parlementaire par cette porte-là, c'était vraiment inouï.

– *Comment passe-t-on d'études de langues et littératures romanes à l'engagement politique? Il y a forcément eu un dé clic...*

– À l'origine, je voulais être prof dans un milieu culturel différent du mien. Mais je n'en ai pas eu l'occasion. Le début de mes études a coïncidé avec un moment important du mouvement étudiant. C'était en 1994, lors de la fusion des écoles supérieures au sein de grosses structures mammoth et du décret de financement des universités. Quand je me suis rendu compte que personne, aux Facultés Saint-Louis, ne bougeait sur ces questions fondamentales, j'ai pris mon téléphone et j'ai appelé la FEF (Fédération des Étudiants Francophones). Ce fut l'élément déclencheur. Mais le fond de cet engagement vient de mon éducation, des valeurs familiales. J'ai été éduquée dans un état d'esprit où l'on ne se contente pas des diktats et des courants de pensée dominants, où l'on interroge sans cesse ce qui se passe.

– *Le contexte actuel est crucial. Le changement climatique, l'épuisement du pétrole, les multiples crises financières et économiques... Les perspectives sont assez sombres. Il y a de quoi se décourager, non ?*

– Oui, c'est vrai, ces défis sont titanesques. Mais il est important de se rappeler que ces crises, nous les avons créées de toutes pièces. Depuis des décennies, tout a été fait pour qu'on se retrouve dans la situation actuelle. Si l'être humain a réussi à créer des problèmes pareils, j'ose croire qu'il a aussi la capacité de les résoudre. J'observe par exemple la créativité gigantesque des gens qui mettent en place des solutions là où ils se trouvent. On peut les voir comme des gouttes d'eau dans l'océan. Je les vois plutôt comme des grains de sable salutaires qui viennent gripper le système. Les initiatives citoyennes sont d'ailleurs souvent en avance sur le politique. Prenons par exemple l'organisation de circuits courts de consommation alimentaire, le covoiturage, la vigueur des comités de quartier, etc. Les citoyens eux-mêmes sont créateurs de solutions. Cela me donne une énergie incroyable. C'est ma façon de concevoir mon métier. Le politique n'a pas le monopole des réponses aux problèmes. Il doit être un facilitateur, venir en soutien à des initiatives qui naissent spontanément dans la société et tendre à les généraliser. Certains politiciens agissent comme s'ils étaient sur une île. Mon passage par la Ligue des Familles (NDLR: de 2005 à 2007) m'a permis, au contraire, de prendre conscience de la puissance de l'éducation permanente, de la solidarité spontanée entre les gens.

– *Ce dynamisme de la société civile semble vous rendre optimiste !*

– Oui, mais pas d'un optimisme béat. Un autre élément qui m'encourage est le consensus naissant autour de l'ampleur des problèmes. Les services d'études des syndicats, des organisations patronales, les grandes organisations internationales, récemment l'OCDE elle-même, reconnaissent la responsabilité des politiques économiques désastreuses à l'œuvre depuis des décennies. Être aux petits soins de la minorité motrice de la vie économique en espérant qu'elle traîne derrière elle des avancées sociales pour la majorité, c'est terminé ! Si même l'OCDE le dit... Il y a donc des failles dans lesquelles on peut s'engouffrer. Personnellement, je déteste faire la Cassandra. Tous ceux qui en sont aujourd'hui à l'étape de la prise de conscience, même tardive, ont besoin de ceux qui travaillent depuis trente ans sur les solutions.

---

**« Être aux petits soins de la minorité motrice de la vie économique en espérant qu'elle traîne derrière elle des avancées sociales pour la majorité, c'est terminé ! »**

---

– *Mais tout de même, de plus en plus de citoyens expriment leur méfiance, voire leur défiance, à l'égard des promesses politiques...*

– L'épuisement des ressources et des gens est malheureusement un constat objectif. Notre économie de l'épuisement produit de la résignation et du désespoir. À plus forte raison alors, ma responsabilité politique est de proposer une alternative qui rende confiance. Parmi les indicateurs de la situation actuelle, il y en a un qui me glace le sang : l'augmentation du taux de suicide chez les jeunes, notamment en Grèce où il a grimpé de 40% l'année dernière. Dans cette situation, le politique a une autre responsabilité que de sortir les calechettes pour vérifier si les comptes sont à l'équilibre.

– *L'espoir et la confiance que vous souhaitez opposer à la « société de l'épuisement » ont-ils une source... spirituelle ?*

– Spirituel est-il le mot adéquat ? C'est en tout cas une question de dignité. Il

faut permettre aux gens de sortir dignes de cette crise mondiale qui les inquiète. On ne redonne pas espoir avec une politique de la râpe à fromage, mais en indiquant un chemin d'alternatives crédibles. Il faut poser des choix clairs aux yeux des gens. Je ne conteste pas la nécessité absolue de l'équilibre budgétaire. Les citoyens peuvent même accepter une certaine rigueur. Mais uniquement s'ils comprennent à quoi ça sert et si elle s'applique de manière juste et équilibrée. Dans le contexte actuel, faire de la politique exige aussi de la pédagogie.

– *Concrètement, par où passe ce chemin d'alternatives crédibles ?*

– 50% des investissements publics se font au niveau des communes. Celles-ci ont le devoir d'utiliser l'argent public pour faire ce qui a le plus de sens au niveau local : renforcer, retisser les liens sociaux, lutter contre l'isolement, la fracture intergénérationnelle, le sentiment d'insécurité. Mieux que des plans de relance, elles doivent investir dans des plans de « reliance ». Pour sauver les banques, on en a notamment nationalisé une dans le but d'investir dans l'économie réelle. On n'a pas nommé des administrateurs publics pour leur bon plaisir ou pour réaliser de bonnes plus-values ! Ils doivent être le prolongement de politiques cohérentes. Il est temps de faire des choix et d'utiliser les outils publics d'investissement pour ce à quoi ils doivent servir. Car au fond, seuls des choix courageux peuvent rendre espoir. Sinon, on fait le lit des extrémismes économiques, politiques, religieux. Le cas de la Grèce montre à quoi conduit une politique d'austérité aveugle, de non-choix, sans projet.

– *Quelles valeurs, selon vous, doivent guider ces choix ?*

– La solidarité est la racine de mes valeurs. Certains supportent la crise plus facilement que d'autres, et notre responsabilité est de faire en sorte que tout le monde puisse s'en sortir. Le courage est aussi nécessaire, parce qu'il faut faire des choix difficiles qu'il serait irresponsable de ne pas poser. Enfin l'humilité, parce que le politique ne peut rien tout seul. Pour sortir de cette crise, on doit faire des alliances avec tous ceux qui, par ailleurs, travaillent dans la même direction.

---

Propos recueillis par Guillaume LOHEST